



# Présence Internationale

Rue de la Linière, 11  
1060 Bruxelles  
Tél: 02/609 44 05  
Email: pbibelgium@scarlet.be  
http://www.peacebrigades.net  
CCP: 000-1668395-92  
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4800 VERVIERS 1  
9/2484

N° 84

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

## Editorial

Ainsi que toute autre ASBL, PBI-Belgique a organisé dernièrement son assemblée générale annuelle, occasion pour ses membres de se revoir et de discuter des affaires internes de l'association. La réunion, qui s'est tenue en ce mois de juin à Bruxelles, a permis, comme les années précédentes, de faire le point, entre autres, sur nos activités et sur les comptes que nous gérons de façon à soutenir au mieux les différents projets que l'organisation internationale développe en Amérique latine et en Asie. Le budget de notre association est à l'aune du nombre de ses membres. Il peut paraître restreint, puisqu'il s'élève à quelques milliers d'euros, mais nous sommes néanmoins fiers de consacrer la majeure partie de nos revenus aux projets. Faiblesse ou pas, nous n'avons toujours pas de permanent salarié. Nous sommes en effet tous bénévoles au sein de l'ASBL. Quant à l'argent que nous transmettons aux projets, nous le devons essentiellement à vous-mêmes, que vous soyez abonnés ou donateurs. Nous tenons donc à vous en remercier bien sincèrement !

Ce mois de juin a vu le retour au pays d'Elise Steyaert, une volontaire flamande qui était en Indonésie depuis un an. Même si, à peine rentrée, elle devait déjà se préparer pour de nouvelles aventures humanitaires, elle a bien voulu donner une conférence pour nous parler de son expérience. Pour ceux qui n'ont pas pu y assister, nous sommes heureux de publier dans ce numéro un article qu'elle a rédigé à notre intention. En un long témoignage, elle y présente le travail d'éducation à la paix, auquel elle a participé dans la province d'Aceh. Il faut savoir en effet que, contrairement à ce qui se fait dans les autres projets et dans les autres endroits d'Indonésie où PBI travaille, l'équipe d'Aceh n'assurait que peu de missions d'accompagnement protecteur mais s'était focalisée dans le domaine de l'éducation à la paix.

Par le biais d'un article sur les conflits agraires au Guatemala, nous revenons aussi dans ce numéro sur la prise d'otages de quatre touristes belges dans la région du lac Izabal. Rappelez-vous : en mars dernier, alors qu'ils faisaient du tourisme sur le Rio Dulce, quatre Belges et deux accompagnateurs guatémaltèques ont été retenus contre leur volonté par des paysans de la région, avant d'être libérés quelques heures plus tard. Cet incident a fait en son temps la une de la presse nationale et internationale mais peu de journalistes ont expliqué le dessous des cartes de cet enlèvement. C'est ce que « Présence internationale » s'efforce de faire pour vous. Car comprendre l'origine des situations difficiles, c'est le premier pas à faire pour qui veut ensuite contribuer à les changer !

Dans ce numéro...

### Indonésie

Fin des activités de PBI en Aceh  
au profit de la Papouasie  
Page 2

Vredesonderwijs met PBI in  
Mekka's veranda  
Bladzijde 3

### Guatemala

Les conflits agraires dans la région  
du lac Izabal  
Page 5



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

## Indonésie

### Fin des activités de PBI en Aceh au profit de la Papouasie

*A la suite du tsunami du 26 décembre 2004, qui a totalement détruit le nord de Sumatra mais aussi permis indirectement la signature d'un accord de paix entre le gouvernement de Jakarta et les rebelles musulmans du GAM (Mouvement de libération d'Aceh), l'équipe présente dans la province d'Aceh assurait moins de missions d'accompagnement ; elle se consacrait surtout au développement d'un programme d'éducation participatif pour la paix. Une fois validée l'évaluation de l'utilisation correcte des fonds alloués pour la reconstruction post-tsunami, le Projet Indonésie a décidé de fermer son antenne à l'extrême ouest de l'archipel, en Aceh. A l'autre extrémité du très vaste pays qui compte 17 000 îles, PBI a déjà deux bureaux à Jayapura et à Wamena en Papouasie et il est toujours question d'une nouvelle implantation dans les Moluques.*

Depuis 2003, PBI a d'abord évalué les demandes locales d'accompagnement en « Irian Jaya » (terminologie officielle pour la Papouasie). Entre-temps, des aspects importants du statut d'autonomie spéciale ont été mis en œuvre, et, parmi eux, des financements conséquents, l'élection d'un gouverneur papou autochtone, la création du MRP (Assemblée du peuple papou) et de la Komnas HAM (Commission nationale des droits humains pour la Papouasie). Celle-ci a promis d'enquêter sur l'exploitation illégale des ressources par le gouvernement. En dépit de ces mesures positives à un niveau institutionnel, les sources sous-jacentes de tension et de conflit en Papouasie demeurent fortes car, aux yeux des Papous, de précédents gestes de bonne volonté n'ont pas été suivis de résultats de grande ampleur. Certaines réformes de fond ont été entreprises mais leur bénéfice en a été limité par des maux dévastateurs comme l'exploitation de la forêt, une pauvreté difficilement supportable pour une région au sous-sol si riche, la perpétuation de l'impunité et une augmentation de la présence militaire dans toute la province.

Des progrès sont enregistrés dans la promotion des droits de la population papoue à accéder à des postes de responsabilité politique et à participer à des élections libres. Depuis la chute du président Suharto, trois élections consécutives (une parlementaire et deux présidentielles) se sont tenues dans des conditions satisfaisantes de liberté, d'équité et de sécurité. Sur place, les observateurs reconnaissent également le fait que les Papous ont été plus nombreux à être élus tant au niveau des districts que de la province. Mais les manœuvres de certains candidats et partis politiques non autochtones pour pousser la commission électorale régionale à protéger leurs sièges dans les parlements de district, bien qu'ayant échoué, ont suscité des conflits et inhibé le travail des parlements locaux.

Les grandes entreprises (des joint-ventures coréennes, japonaises, américaines...) peuvent être une source majeure de conflit dans la région parce qu'elles exploitent des terrains loués à prix d'or au bénéfice du

gouvernement de Jakarta sans chercher à savoir si les autorisations et les concessions accordées respectent le droit coutumier des peuples autochtones.

La Papouasie est dotée d'abondantes forêts, d'eau et de ressources minérales, et la province jouit en Indonésie du quatrième plus haut niveau de PNB avec 1 200 \$ par habitant. Mais ces richesses sont quasi exclusivement tirées de l'exploitation des ressources naturelles et des industries connexes (scierie, transport). Ces réussites économiques n'ont pas été partagées par la plupart des Papous et ne se sont pas traduites par un niveau correspondant de développement humain. Ainsi la Papouasie a le plus faible indice de développement humain de l'archipel. Autre titre de disgrâce, elle est la province ayant le plus haut indice de pauvreté : 41,8% des Papous vivant avec moins de 1\$ par jour, soit plus du double de la moyenne nationale. Et pourtant, la loi d'autonomie spéciale prévoit que 80% des bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles soient réinvestis en Papouasie !

Des incidents éclatent régulièrement et PBI reste profondément préoccupé par les pratiques continues de torture et les actes arbitraires d'arrestations, de détentions et de déplacements de populations. Le gouvernement indonésien, confronté à des tensions séparatistes dans plusieurs provinces (Aceh, Moluques, Kalimantan), a fait interdire le « séparatisme » par la Constitution. Celui qui en est accusé est privé de certains droits (droit d'aller et venir, de faire des études, d'être fonctionnaire). Les forces de l'ordre ont tendance à accuser de séparatisme certains individus ou institutions suspects.

La présence internationale est un moyen puissant de protection de l'espace physique et politique des défenseurs locaux des droits. En tant que première organisation internationale en Indonésie à effectuer ce type de travail « d'accompagnement » en Papouasie, PBI a gagné la reconnaissance du gouvernement indonésien, des organismes spécialisés dans le domaine des droits de l'homme, tels que la KOMNAS Ham, et le Bureau du Directeur général de la justice et des droits de l'homme en Indonésie.

François Perrinet



## Indonesië

### Vredesonderwijs met PBI in Mekka's veranda

*Eind mei 2007 viel een beetje zwaar voor Elise Steyaert. Ze had zonet vier schitterende maanden taalschool achter de rug in Yogyakarta, de Javaanse stad van de wayang kulit –lederen marionetten-, bij de heilige vulkaan Merapi en de pracht en praal van het kraton, het paleis van de sultan. Ze zou de taal- en danslessen inruilen voor vrijwilligerswerk bij Peace Brigades International (PBI) in Aceh. Aceh wordt ook wel de veranda van Mekka genoemd, aangezien de islam in deze provincie van de Indonesische archipel het eerste voet aan wal zette. Aceh, het meest noordelijke punt van het eiland Sumatra, is rijk aan natuurlijke bronnen. Het was ook meer dan dertig jaar het decor voor een bloedig conflict tussen de Indonesische autoriteiten en de Acehnese separatisten, die zich GAM, Gerakan Aceh Merdeka noemden. Uiteindelijk zou dit jaar vrijwilligerswerk in Aceh de meest verrijkende ervaring ooit worden voor Elise.*

Het PBI project in Indonesië is een beetje speciaal vergeleken met projecten in andere landen; naast het vergezellen van mensenrechtenactivisten die zich bedreigd voelen, steunt PBI er ook lokale organisaties in de voorbereiding, implementatie en evaluatie van activiteiten voor *peace education* – vredesonderwijs. Voor dit *peace education* programma rekruteerde PBI zelfs Indonesische vrijwilligers, wat zeer ongewoon is voor andere PBI projecten die enkel *protective services* aanbieden. Gedurende een jaar lang had Elise het geluk te kunnen samenwerken met internationale en Indonesische vrijwilligers, wat vaak voor grappige misverstanden en filosofische discussies over ethiek en cultuur leidde.

In 2000 verleende PBI voor de eerste keer *protective services* aan lokale partnerorganisaties die zich bedreigd voelden door de Indonesische militairen. In 2001 verwierf Aceh in 2001 een bredere autonomie over cultuur, onderwijs en religie (implementatie van de sharia wet). In 2003 verklaarden de Indonesische autoriteiten echter de staat van beleg in Aceh. Dit luidde het begin van een periode in die getekend werd door talloze schendingen van de mensenrechten zowel aan de zijde van de separatisten als van het Indonesische leger. Gedurende deze periode werd het voor de internationale vrijwilligers van PBI onmogelijk om nieuwe visa te bemachtigen, waardoor het bureau noodgedwongen Aceh moest verlaten om vanuit Medan (de hoofdstad van de provincie Noord-Sumatra) hun werk verder te zetten. Vele mensenrechtenactivisten en PBI-klienten/ partners leefden toen ondergedoken of verlieten Aceh, omdat zij voor hun leven vreesden.

Op 26 december 2004 werd Aceh geteisterd door een zware aardbeving, die de Tsunami tot gevolg had. Deze immense golf van de Indische Oceaan ontnam honderdduizenden mensen het leven en nog meer mensen hun huisvesting. Sindsdien heerste er onder de bevolking het geloof dat deze natuurlijke

ramp een straf van Allah was voor het conflict dat al jarenlang plaatsvond. In augustus 2005 tekenden de GAM en de Indonesische president Yudhoyono een vredesverdrag, onder het toezicht van de toenmalige Finse president Martti Ahtisaari. Ditmaal zou Aceh opnieuw de deuren openen voor internationale humanitaire organisaties en de Europese *monitoring* missie voor het vredesproces. Ook PBI heropende een kantoor in Aceh, deze keer om zowel *protective services* als hulp bij het organiseren van *peace education* activiteiten aan te bieden.



Toen Elise PBI vergezelde in Aceh, wist ze dat het PBI bureau in Aceh aan het eind van haar contract zou sluiten. Ze zou het hele jaar de exit strategie uitvoeren, die er vooral op focuste om de het netwerk tussen partner organisaties te versterken en om de huidige veiligheidsituatie van de voormalige klanten te evalueren. Elise en haar team reisden dus de hele provincie af om lokale organisaties te bezoeken en de praten over de implementatie van het vredesverdrag, de ontwapening en re-integratie van de voormalige strijders en het lobbywerk voor een commissie voor waarheid en verzoening. Sommigen waren tevreden met de vaststelling dat er voor het eerst lokale partijen gevormd werden en dat het niet langer onveilig was om avondactiviteiten te organiseren. Anderen daarentegen verwezen naar de Timor Leste precedent



en vreesden bijgevolg voor chaos tijdens de verkiezingen van het lokaal parlement in 2009. Bijna iedereen verloor stilaan het geloof dat er überhaupt politieke wil zou zijn om de gerechtigheid voor de mensenrechtenschendingen van de periode van de staat van beleg te garanderen. Met het voorbijgaan van de maanden begon Elise te begrijpen dat deze PBI Aceh exit een emotioneel zware klus zou worden. Het werd duidelijk dat vele klanten, partners en vrienden alle geloof hadden dat PBI's aanwezigheid het verschil kon maken; dat was immers in het verleden al bewezen. Aceh vandaag bevindt zich nog steeds in een transitie periode; vrede is geen feit, maar eerder een lang proces van vallen en opstaan.

Gelukkig had Elise gekozen voor een focus op de *peace education* activiteiten, waarin ze uiteindelijk een antwoord zou vinden op de vraag waarom PBI Aceh nu al verlaat. Het formeel onderwijs in Indonesië wordt gekenmerkt door ex cathedra klassen, waarin de leraar de leerlingen op een zeer sturende wijze nieuwe onderwerpen aanleert. Lokale partners groeiden op met een onderwijs waar de leerkracht als alwetend werd beschouwd, waar er geen plaats was voor constructieve discussies met de leerlingen. PBI's *peace education* is gebaseerd op het model van John Paul Lederach, die stelt dat een deelnemer van een educatieve activiteit dient benaderd te worden als een bron van kennis eerder dan een leek in het onderwerp. PBI steunt bijgevolg lokale partnerorganisaties in het verwerven van onderwijs technieken en methodes om onderwijs voor alle doelgroepen participatiever te maken. De centrale vraag hierbij was dus steeds: wat weten de deelnemers zelf al over conflict management, hoe definiëren de deelnemers bepaalde basisconcepten als geweld, positieve communicatie en verzoening?

In december 2002 tekenden de separatisten en de Indonesische regering reeds een verdrag van wapenstilstand, dankzij de bemiddeling van het Zwitsers Henri Dunant Centrum. Jammer genoeg bleek al gauw dat dit verdrag tot falen gedoemd was. Sinds de Tsunami is de lokale bevolking tot het besef gekomen dat de vrede noch van Jakarta, noch van Banda Aceh alleen kon komen, maar dat elk individu in de gehele provincie Aceh een steentje bijdraagt in het vredesproces. Dit besef uitte zich in de toename van het aantal civiele organisaties in Aceh, die zich in een ijtempo vermenigvuldigden als paddenstoelen uit de grond. Dit zorgde voor een stijgende vraag naar nieuwe kennis betreffende management capaciteiten en technieken voor participatief onderwijs.

Elise en haar team hielpen het afgelopen jaar mee aan de organisatie van *peace education* workshops

voor vrouwelijke *ulaama* in de bergen van Centraal Aceh. Deze islam theologen spelen een belangrijke rol in het verspreiden van waarden en vaak wordt hun hulp ingeroepen als bemiddelaar in familieruzies. Verder organiseerde PBI Aceh ook twee jeugdvredeskampen, waarin jongeren ideeën uitwisselden over positieve communicatie, *trustbuilding* en vrede. Uiteindelijk sloten Elise en haar team het *peace education* program in Aceh af met twee Peace Education Summits, waarin ze tweemaal vijftien lokale organisaties uitnodigden om deel te nemen aan dit forum om gedurende vier dagen hun kennis en ervaring uit te wisselen. Na afloop van deze twee *summits* had Elise het exit vraagstuk opgelost. Aceh zal nog lang hard moeten werken voor vrede. Gelukkig is de provincie vandaag rijk aan lokale organisaties, die door middel van participatieve leermethodes de lokale bevolking steunen om meer voor zichzelf te gaan denken, en hierdoor een actievere rol te gaan spelen in het vredesproces. Vaak verwachtten lokale partners van internationale organisaties en PBI dat zij een panacee voor vrede zullen brengen.



*De vrijwilliger Elise Steyaert in de rol van de co-facilitator tijdens een Peace Education Summit*

Een week voor haar vertrek vernam Elise van een partnerorganisatie dat een schooldirecteur hen had uitgenodigd om wekelijks twee uur *peace education* activiteiten in zijn school te organiseren. "Je hebt gelijk Elise" zei die partner, "hoewel de weg nog lang is, geloven we nu dat wij zelf het verschil kunnen maken voor Aceh" zei die partner. Met een goed gevoel kon Elise het vliegtuig instappen...

...Elise Steyaert



## Guatemala

### Les conflits agraires dans la région du lac Izabal

*Quelques mois après l'accession d'Alvaro Colom à la présidence du Guatemala, la situation des conflits agraires hérités des gouvernements antérieurs revient à la une de la presse nationale et internationale, en particulier dans la région du lac Izabal, suite à l'enlèvement de quatre touristes belges en mars dernier.*

La région du lac Izabal se trouve dans une zone stratégique qui comprend des gisements de pétrole et fait partie d'un projet de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID), dénommé « Couloir biologique mésoaméricain ». C'est une région où existent des intérêts opposés en ce qui concerne la terre : d'une part, ceux des populations indigènes qui revendiquent leurs droits ancestraux à habiter et à travailler sur les terres qui leur assurent la base de leur approvisionnement quotidien (82 % de la population vit dans la pauvreté, et 38,7 % dans l'extrême pauvreté) ; d'autre part, les intérêts liés à la défense de l'environnement et les intérêts économiques liés aux projets touristiques, à l'exploitation minière, à la culture du palmier à huile et à l'élevage.

#### La problématique

Les inégalités dans la répartition des terres (2 % des propriétaires possèdent 62,5 % de la terre au Guatemala) se conjuguent avec un système d'administration judiciaire fondamentalement biaisé, qui favorise les grands propriétaires et défavorise les petits paysans (majoritairement analphabètes, en situation d'exclusion économique et politique), ce qui accroît la tension entre petits paysans, propriétaires réels ou supposés, et l'Etat, et qui provoque des actions violentes de la part des uns et des autres.

Les conflits pour la terre dans la zone d'Izabal ne sont pas une nouveauté ; ils s'enracinent au contraire dans des années de négociation et de frustration pour les habitants de la région, qui se trouvent engagés dans des processus de légalisation initiés depuis vingt, trente et même cent ans, jusqu'à présent sans résultats. Selon Jorge Luis Morales, un avocat guatémaltèque spécialiste en droit agraire, chaque communauté présente ses caractéristiques particulières en matière foncière, mais il y a des points communs pour beaucoup d'entre elles, comme celles qui étaient déjà installées dans la zone protégée du Biotop Chocón Machacas et dans le Parc national du Río Dulce, avant l'entrée en vigueur de la loi sur les zones protégées, et qui rencontrent de ce fait de nouveaux problèmes légaux.

#### Les faits

Les récents événements survenus dans la région du Río Dulce ont leur origine dans cette longue histoire de conflits agraires. Toutefois c'est l'arrestation et l'emprisonnement de Ramiro Choc, un maya Q'eqchi, leader paysan de 14 communautés indigènes de la municipalité de Li-

vingston qui ont été les éléments déclencheurs des événements des derniers mois. Ramiro Choc a été inculpé d'usurpation aggravée, de vol aggravé et d'occupation illégale, accusations qui ont été reliées aux faits survenus en juin 2006, quand le leader a soutenu et accompagné les paysans du quartier Buena Vista La Esperanza (Livingston), qui avaient été expulsés violemment des terres où ils vivaient, par des éléments de la Police Nationale Civile (PNC), à l'origine de l'incendie d'habitations et de la panique parmi les communautés indigènes.



*Vue sur le Río Dulce*

En manière de protestation, 29 agents de la PNC ont été retenus le 21 février par des habitants de Livingston, qui ont exigé la libération de leur leader. Selon certaines organisations paysannes, ce dernier avait été illégalement arrêté, dans le but de faire passer pour criminels les responsables paysans et indigènes, et de leur faire violence. Un jour plus tard, après la convocation d'une rencontre de dialogue, les 29 agents ont été libérés.

Dans des déclarations à la presse nationale, le président Colom a qualifié de « terroristes » les paysans qui ont continué à exprimer leur mécontentement faute de réponse effective, et qui ont saisi le Bureau du Procureur aux Droits Humains (PDH) pour qu'il convoque en qualité de médiateur une deuxième réunion avec des autorités ayant le pouvoir de décision et la volonté politique pour rechercher une sortie à la crise. Le 14 mars, face à ce qui leur paraissait comme un manque d'intérêt persistant du gouvernement à répondre à leurs demandes et à leurs besoins, des paysans ont pris en otages quatre touristes



# A m é r i q u e s

belges et deux guatémaltèques. Tous ces otages furent libérés le jour suivant, mais, pour assurer cette libération, le gouvernement envoya à Izabal 400 agents de la police et de l'armée, prêts à intervenir en cas d'échec du dialogue.

Le déploiement excessif des forces de sécurité a provoqué la mort d'un paysan, Mario Caal, dans le village de Puntarena. Son cadavre est resté sur place pendant 19 heures sans intervention des pouvoirs publics. Il y a eu en outre des dizaines de blessés, dont des enfants sérieusement touchés par des gaz lacrymogènes. Les jours suivants, Rolando Yoc, auxiliaire de la PDH, a qualifié la mort de Caal d'« exécution extrajudiciaire » tandis que Sergio Morales, Procureur aux droits humains, a protesté contre la participation, selon lui non nécessaire, de la police et de l'armée lors de la libération des touristes. L'autopsie a montré que la mort a été provoquée par des coups. De leur côté, des témoins du village ont indiqué qu'une grenade lacrymogène avait atteint la poitrine de la victime, qui ensuite a été frappée par des intervenants des forces spéciales de police. Ces actes ont rappelé les exac-



*Funérailles du leader paysan assassiné Mario Caal*

tions de l'armée pendant les années les plus dures de la politique de terre brûlée et ils ont rendu manifeste l'absence d'application des accords de paix, en particulier de l'accord sur le renforcement du pouvoir civil et le rôle de l'armée, qui engageait l'Etat à garantir, entre autres choses, que l'armée se limiterait à la responsabilité unique et exclusive du maintien de la sécurité extérieure (défense de la souveraineté du pays et de son territoire).

## **Le conflit non résolu**

Tout cela montre la complexité de la problématique agraire qui subsiste au Guatemala, avec des caractéristiques historiques encore accentuées de nos jours par de nouveaux intérêts économiques. Le problème de la terre est un grand défi pour le gouvernement actuel et pour les gouvernements futurs. Son importance est capitale pour la population, qui voit limité son droit à l'alimentation, et, par conséquent, son droit à la vie.

Les incidents d'Izabal ont suscité des manifestations de la part d'organisations nationales, paysannes ou non. Certaines ont accusé le gouvernement récemment mis en place de n'avoir pas proposé des mesures visant au développement rural intégré, ni de lois pour résoudre en urgence les problèmes agraires du pays : « Ce que nous vivons aujourd'hui est le produit du manque d'attention à une problématique agraire que chaque nouvelle décennie rend encore plus complexe (...). Les années qui passent et les tables rondes de discussion qui sont lancées n'amènent aucun résultat concret pour les communautés, elles conduisent les guatémaltèques à la frustration, au désespoir, à l'accroissement de la pauvreté et de la faim (...). Le système judiciaire est à double vitesse, les procès contre les paysans pour usurpation aggravée en vue de leur expulsion sont traités rapidement alors que les jugements en leur faveur ne sont pas exécutés ; les procès pour assassinats, menaces et violences contre les paysans et les indigènes ne sont jamais instruits ».

Une table ronde de dialogue sur la résolution des conflits agraires a été installée le 5 avril, pour que les organisations paysannes et les institutions gouvernementales, telles que le Secrétariat d'Etat aux Affaires agricoles (SAA), tentent de rapprocher leurs positions et de donner une suite à plus de 1 500 procédures ouvertes depuis des années. Le défi pour le gouvernement est maintenant de donner une réponse rapide à la situation critique d'Izabal, pour s'attaquer aux causes des conflits agraires dans le pays. Dans le même temps, les paysans devront faire face au défi de survivre dans un contexte politique et social qui leur est pour le moment hostile.

Article traduit du bulletin de PBI-Guatemala

